



Compte rendu CGT de la réunion de négociation concernant « Transformation des compétences dans les Fonctions Globales » Du 16 Novembre 2020

Délégation CGT :

| | |
|--------------------------|-------------------------|
| Valérie RUSSO | Guyancourt |
| Jean-Christophe GUERRERO | Villiers Saint-Frédéric |
| Didier BEAUGEARD | Le Mans |
| Mathieu GOLLINELI | Guyancourt |
| David LEBLOND-MARO | DSC Adjoint |
| Jean-François PIBOULEAU | DSC |

La direction a continué ces pseudos négociations, avec une collaboration active des 3 autres organisations syndicales (CGC, CFDT & FO).

Elles ont obtenu une coanimation du plan de suppression d'emploi voulu par la direction générale pour satisfaire les marchés financiers. Elles ont aussi obtenu, dans le cadre du dialogue social, des commissions métiers avec les directeurs métiers et les Organisations Syndicales Représentatives, ainsi que des commissions « risques psycho-sociaux ».

De plus, la direction formera des représentants syndicaux qui deviendront « **des assistants santé** » à la détection de situation à risque. En collaboration avec la direction, les OSR signataires seront des apprentis sorciers qui sans broncher accompagneront la direction dans sa destruction des vies de famille et de travail dans l'hexagone.

Le projet de la direction est le premier pas vers la case de l'ingénierie et des fonctions tertiaires sur le territoire national.

Depuis de nombreuses années, Renault a organisé la délocalisation des fabrications

vers les pays à bas coût sociaux. Cet accord est la délocalisation des fonctions globales vers des contrées d'exploitation de la « chair humaine ». La France dans un premier temps conserverait l'ingénierie à « forte valeur ajoutée », sans en définir l'expression et le pilotage de projet.

La CGT interpelle M LEBORGNE, directeur de l'ingénierie produit, qui ose déclarer vouloir être en capacité de développer un projet complet au Technocentre. Mais comment pouvons-nous réaliser cette ambition sans les hommes et les femmes qui constituent l'ingénierie, aujourd'hui ! C'est le témoignage d'une méconnaissance totale de l'Entreprise.

Cet accord contribue à la destruction de l'industrie en France !

La part de l'industrie dans le PIB de la France est inférieure à 10%, nous sommes le bonnet d'âne de l'Europe, bien loin derrière l'Allemagne et l'Italie!



Où sont les promesses de relocalisation industrielle et d'aide à la filière automobile Nationale de nos gouvernants et des dirigeants de Renault !

Les membres de la délégation proposent la non signature de cet accord destructeurs du travail, de la présence de Renault en France, des travailleurs et travailleuses et de leur famille.

Donnez la position de votre syndicat pour jeudi 19 Novembre 2020 fin d'après-midi.

NON à la signature !